



PROGRESSIVE
ALLIANCE **ALLIANCE**
PROGRESSISTE

ALIANZA
PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

Le 9 octobre 2017

Communiqué de presse

Cessez les crimes, cessez de faire taire la contestation !

Voici la déclaration des sept membres d'une délégation de l'Alliance Progressiste (AP) et du Parti socialiste européen (PSE) qui se sont rendus cette semaine à Manille afin d'évaluer la situation et de faire preuve de solidarité et de soutien à la démocratie aux Philippines.

*La délégation était composée de **Konstantin Woinoff** (coordinateur, Alliance Progressiste), **Giacomo Filibeck** (secrétaire général adjoint, Parti socialiste européen), **Emilia Töyrä** (députée, Suède), **Thomas O. Melia** (vice-secrétaire d'État adjoint à la démocratie et aux droits de l'homme au sein du gouvernement de Barack Obama), **Arne Lietz** (député au Parlement européen, Groupe S&D), **Conny Reuter** (secrétaire générale, SOLIDAR), et **Ben Maxfield** (Parti travailliste australien). La délégation a rencontré des leaders politiques de divers partis, des dirigeants d'organisations civiles et rendu visite à des communautés à Caloocan et Navotas.*

Nous, les sept membres de la mission des droits de l'homme de l'Alliance Progressiste (AP) et le Parti socialiste européen (PSE), sommes extrêmement préoccupés par l'augmentation du nombre de crimes commis dans le cadre de la campagne du président Rodrigo Duterte contre les drogues illicites.

Les meurtres de personnes accusées, sans preuve ni jugement, d'être impliquées dans le trafic de drogue s'est poursuivi sans relâche, et ce, même au cours de ces derniers jours. Cependant, le gouvernement des Philippines continue de nier les faits face à la communauté internationale.



La campagne du gouvernement est entachée de graves violations des droits de l'homme et nous craignons qu'elles soient encouragées par le président en personne dans ses discours officiels. Les victimes de ces meurtres sont les plus vulnérables, à savoir les jeunes et les pauvres.

Nous sommes également préoccupés par les efforts agressifs qu'entreprend le gouvernement pour faire taire les contestations de ceux qui résistent courageusement à ces exécutions extrajudiciaires. Nous condamnons avec véhémence l'augmentation des cas de persécutions politiques des critiques de la campagne tristement célèbre du président Duterte.

Les accusations absurdes contre la sénatrice du parti Akbayan, Risa Hontiveros, qui critique haut et fort les opérations anti-drogue meurtrières de Duterte, est un autre exemple éloquent de la manière dont le gouvernement fait systématiquement taire les contestataires dans ce pays.

De telles accusations inventées de toutes pièces font suite aux attaques misogynes similaires dont les femmes font l'objet quand elles critiquent le gouvernement : cela va de l'emprisonnement arbitraire de la sénatrice Leila De Lima, experte en droit hautement estimée et ancienne secrétaire d'État à la Justice, suite à des chefs d'accusation absurdes, aux diverses menaces proférées à l'encontre des dirigeantes de la Cour suprême et de l'Office de l'ombudsman.

L'église catholique est aussi la cible de persécutions car elle est proche des gens et soutient particulièrement les pauvres qui sont très souvent victimes des tueries généralisées.

Si le gouvernement des Philippines souhaite rester attaché aux valeurs démocratiques, il doit cesser toute forme de harcèlement politique contre l'opposition politique pacifique.

La responsabilité incombe incontestablement au président Duterte. Si Duterte poursuit sa sanglante campagne contre les drogues ainsi que ses persécutions politiques agressives, il sera responsable de la dégradation des relations avec la communauté internationale,



notamment au regard du prochain examen du Schéma de Préférences Généralisées (SPG), un instrument commercial particulier qui permet à environ 6 200 produits philippins d'entrer sur le marché de l'UE hors taxe. Si les normes des droits de l'homme ne sont pas respectées, cela entraînera des conséquences sur l'inclusion des Philippines au sein de ce système commercial particulier de l'UE.

C'est la raison pour laquelle nous réitérons nos appels à ce gouvernement pour qu'il mette immédiatement fin aux tueries et permette aux Nations unies d'enquêter dans des conditions acceptables. Le gouvernement doit tenir responsable les officiers de police coupables d'avoir abusé de la force lors des opérations de grande envergure dites « one-time big-time » et traiter le problème de la drogue à travers le prisme des droits de l'homme et d'une approche sanitaire.

Nous exhortons également le gouvernement à cesser toute tentative hostile de faire taire les personnes qui osent résister à la guerre que mène le gouvernement contre les drogues. La voix du peuple ne doit jamais être réduite au silence !

Au sein de l'Alliance Progressiste et du Parti socialiste européen, nous nous engageons à surveiller de près la situation. La communauté internationale s'unit en faveur de la démocratie et des droits de l'homme !